



**EXTRAIT**  
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**séance du 7 juillet 2020**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

**OBJET : 2020 – 104     DEMANDE D'EXONERATION POUR L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC  
COMMERCIAL SUITE AU COVID-19**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 30 juin 2020, s'est réuni le mardi 7 juillet 2020 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Anne-Marie DUVAL, Cyril DAUPHOUD, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Dominique BOURRET, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Marie-Madeleine GUALLINO, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO  
(Prend part aux délibérations N°52 à N°114 et 27 à 40)  
Monsieur Stéphane CASSARINI  
(Prend part aux délibérations N°52 à N°114 et 27 à 40)

ABSENTS EXCUSES :

Madame Magali CONESA

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Nora ADDAD  
(Prend part aux délibérations N°74 à N°114 et 27 à 51)

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG sans procuration  
(Ne prend pas part au vote des délibérations N°52 à N°74)

PROCURATION :

Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE  
Madame Nora ADDAD à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1<sup>ère</sup> Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal a pris acte qu'aucune observation n'a été formulée concernant le procès-verbal du 11 février 2020.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 mai 2020.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2020 - 85            VENTE DE PARCELLES SISES BOULEVARD EUGENE CHARABOT ET D'UNE  
PARTIE DU DOMAINE PUBLIC ALLEE JEAN MOULIN - DECLASSEMENT PREALABLE

DU 07 JUILLET 2020

**DEMANDE D'EXONERATION POUR L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMERCIAL  
SUITE AU COVID-19**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Exonération des redevances d'occupation du domaine public commercial pour les restaurateurs, limonadiers, commerces sédentaires et commerces non sédentaires. Application de l'ordonnance n° 2020 du 25 mars 2020 faisant suite à l'épidémie de COVID 19.

**INCIDENCE BUDGETAIRE**

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT HT
COMMERCE	Dépenses	50 000 €

Madame Marie-Madeleine GUALLINO expose :

Vu le code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment l'article L2125-1

Vu la délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2017 pour la grille tarifaire de l'occupation du domaine public,

Vu l'Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au Code de la Commande Publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de COVID-19,

Vu l'article 20 de l'ordonnance n°2020-460 du 22 avril 2020 prévoyant expressément la suspension des redevances dues pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public lorsque les conditions d'exploitation de l'activité de l'occupant sont dégradées dans des proportions manifestement excessives au regard de sa situation financière,

Vu l'Ordonnance n°2020-560 du 13 mai 2020 fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire.

Considérant que la ville de Grasse, comme l'ensemble du territoire national et de la planète connaissent un épisode épidémique inédit.

Considérant que face à l'épidémie de COVID-19, le gouvernement a décidé des mesures exceptionnelles de confinement et de fermetures d'activités économiques non essentielles.

De ce fait, l'activité économique de tous les commerces dits non essentiels a dû être suspendue à compter du 16 mars 2020.

Considérant que de nombreux commerçants sont aujourd'hui dans la difficulté. La ville de Grasse se doit d'aider au maintien du commerce existant et au redémarrage de l'activité économique.

Considérant que les restaurateurs, les limonadiers, les commerces sédentaires et non sédentaires n'ont pu exploiter leur activité sur le domaine public communal,

Considérant que la situation financière de ces commerçants est particulièrement difficile. Aussi, afin de garantir la continuité économique et sociale de la commune, je vous propose d'exonérer les restaurateurs, limonadiers, commerçants sédentaires de la redevance d'occupation du Domaine public,

Je vous propose, également, d'exonérer les commerçants non sédentaires qui font vivre les marchés grasseois de leur taxe d'occupation du domaine public.

Cette exonération porte sur la période courant du 16 mars et jusqu'au 30 septembre 2020.

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à accorder une exonération de l'intégralité du montant des redevances d'occupation du domaine public commercial aux restaurants, aux limonadiers, aux commerces sédentaires et aux commerces non sédentaires pour la période allant du 16 mars au 30 septembre 2020.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents ou représentés adopte.